



ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction des Services Techniques : AD/TV/ABV - N°180/2026

Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire, livre 1, 8^{ème} partie,

Vu la délibération n°127/2021 en date du 14 décembre 2021,

Vu la demande en date du 09 février 2026, par laquelle **Monsieur EPAILLARD stephane** demeurant n°354, Route de Rougier à Tourves (83 170), sollicite une autorisation pour que l'entreprise **FERMABOIS** puisse stationner une nacelle, pour effectuer des **travaux de remplacement de volets**.

Considérant que ces travaux nécessitent de réglementer la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise FERMABOIS est autorisée à occuper le domaine public pour stationner une benne, du lundi 16 février 2026 au jeudi 19 février 2026 de 7 h 00 à 16 h 00, au droit du :

- N° 22, Rue Gutenberg

ARTICLE 2 : Durant cette période, il sera interdit de circuler et de stationner sur la voie visée à l'article 1.

La signalisation de sécurité de la chaussée devra respecter la réglementation.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'acquittera de la somme de (40,00 € x 4 jour pour le stationnement d'une nacelle).

Total de 160,00 € au titre des droits d'occupation du domaine public.

ARTICLE 4 : Cette autorisation ne vaut pas pour le mercredi, jour de marché hebdomadaire.

ARTICLE 5 : L'entreprise FERMABOIS prendra toutes les dispositions pour assurer le passage des véhicules des ambulances, d'urgences et de secours.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de maintenir l'aire de stationnement comme ses abords dans un parfait état de propreté et de rétablir la voie et/ou ses dépendances dans leur état initial à l'issue de l'occupation du domaine public.

Le bénéficiaire sera tenu de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la chaussée. À la fin de l'occupation du domaine public, toute dégradation constatée sera considérée comme imputable au titulaire de l'autorisation de stationnement et la remise en état du domaine public sera à sa charge.

ARTICLE 7 : Durant cette période, aucun autre stationnement que celui du véhicule de la société ne sera autorisé.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra mettre en place, pour la durée de l'occupation du domaine public, sous sa responsabilité et à ses frais, la signalisation complète de l'occupation. Il devra en particulier se conformer aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire, livre 1, 8^{ème} partie.

ARTICLE 8 : L'entreprise **FERMABOIS** est responsable tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le demandeur devra envoyer une photo justifiant l'affichage de l'arrêté 48h avant le début du stationnement à l'adresse mail de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (policemunicipale@st-maximin.fr), de sorte qu'elle puisse procéder au retrait des véhicules gênants aux dates de l'arrêté.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'État, en application de l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 12 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Maximin-la-Ste-Baume, le 10 février 2026

Le Maire,

Alain DECANIS

